



## **CAHIER DES CHARGES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **Etablissement public à caractère administratif (EPA) :**

#### **Siège :**

Office Français de la Biodiversité  
12, Cours Louis Lumière  
94300 Vincennes

#### **Direction générale déléguée Ressources – Direction des Finances :**

Service Commande Publique  
5, rue Saint Thibault – Saint Benoist – 78610 AUFFARGIS  
Téléphone : 01 30 46 60 00 – Télécopie : 01.30.46.60.60

### **OBJET DE LA CONSULTATION :**

**2024-54**

**Acquisition de connaissance sur la biologie d'espèces démersales récifales à Mayotte**

Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 31 Mars 2021 (CCAG-FCS)

**Procédure d'appel d'offre ouvert en application des articles  
L.2124-1, L.2124-2, R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique  
(CCP) du 1<sup>er</sup> avril 2019**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 – OBJET .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 – ALLOTISSEMENT .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 – PROCEDURE, FORME ET MONTANT DU MARCHE .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 4 – PIECES CONTRACTUELLES.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 5 – NOTIFICATION .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 6 – DUREE DU MARCHE ET DELAIS D’EXECUTION.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 7 – ORGANISATION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>3</b>
➤ 7.1 - Dispositions générales techniques.....	3
➤ 7.2 - Correspondants .....	4
➤ 7.3 - Communication des difficultés .....	4
<b>ARTICLE 8 - PRIX.....</b>	<b>4</b>
➤ 8.1 – Nature des prix .....	4
➤ 8.2 – Contenu des prix .....	4
<b>ARTICLE 9 - PENALITES.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 10 – MODALITES ET REGLEMENT DES COMPTES .....</b>	<b>4</b>
➤ 10-1 - Modalités d’établissement des factures .....	4
➤ 10-2 - Modalités de règlement.....	5
➤ 10-3 - Avance .....	5
➤ 10-4 - Acomptes.....	5
➤ 10-5 - Cession ou nantissement des créances.....	5
<b>ARTICLE 11 – ASSURANCES .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 12 – CONFIDENTIALITE, PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES ET MESURES DE SECURITE .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 13 – PIECES A FOURNIR PAR LE TITULAIRE DU MARCHE.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 14 – RESILIATION .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 15 - DROIT ET LANGUE.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 16 - DIFFERENDS.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 17 - DEROGATIONS AU CCAG – FCS .....</b>	<b>7</b>

\* \* \*

## **ARTICLE 1 – OBJET**

Le présent accord cadre porte sur l'acquisition de connaissance sur la biologie d'espèces démersales récifales à Mayotte.

Les prestations attendues sont explicitées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

## **ARTICLE 2 – ALLOTISSEMENT**

Le présent accord-cadre n'est pas alloti, la dévolution en lots séparés étant de nature à rendre notoirement plus difficile l'exécution du contrat et financièrement plus coûteuse.

## **ARTICLE 3 – PROCEDURE, FORME ET MONTANT DU MARCHÉ**

La présente consultation est une procédure formalisée par appel d'offres ouvert en application des articles R.2161-2 à R.2161-5 du CCP.

Elle prend la forme d'un marché ordinaire.

Le montant du marché est fixé à l'acte d'engagement.

## **ARTICLE 4 – PIÈCES CONTRACTUELLES**

Conformément à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissantes :

- L'Acte d'Engagement (AE) et son annexe financière ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives fait seule foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) l'exemplaire original conservé dans les archives fait seule foi ;
- Le CCAG-FCS, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021<sup>1</sup> et réputé connu par le titulaire ;
- L'offre technique et financière du titulaire ;

Est réputé non écrite toute mention des documents établis par le titulaire contraire aux clauses de l'AE, du CCAP, du CCTP ou du CCAG-FCS.

## **ARTICLE 5 – NOTIFICATION**

Conformément à l'article 4.2.1 du CCAG-FCS, le marché est établi en un (1) exemplaire original dont une copie est délivrée au titulaire lors de sa notification.

La notification consiste en un envoi d'une copie de l'accord-cadre signé au titulaire par voie électronique avec accusé de réception.

La date de notification est la date de réception de cette copie par le titulaire

## **ARTICLE 6 – DUREE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION**

Le présent accord-cadre entrera en vigueur à compter de sa date de notification pour une durée totale fixée à l'acte d'engagement.

## **ARTICLE 7 – ORGANISATION DES PRESTATIONS**

### **➤ 7.1 - Dispositions générales techniques**

Le titulaire s'engage sur les exigences et spécifications décrites et détaillées au CCTP.

Le titulaire s'engage à informer le correspondant OFB de manière régulière de l'exécution des prestations.

---

<sup>1</sup> Le CCAG-FCS est téléchargeable sur le site du MINEFI : <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>

➤ 7.2 - Correspondants

Le titulaire devra désigner un responsable administratif et technique, correspondant unique du marché pour toute sa durée, désigné comme le correspondant de l'OFB.

➤ 7.3 - Communication des difficultés

Le titulaire signale au correspondant de l'OFB, toute difficulté rencontrée ainsi que tout risque de blocage, de dysfonctionnement ou de retard prévisible dans la réalisation des prestations.

Il en informe l'acheteur par courrier électronique, par télécopie ou par téléphone, sous réserve dans ce dernier cas, d'adresser un courriel de confirmation au correspondant OFB.

## **ARTICLE 8 - PRIX**

➤ 8.1 – Nature des prix

Le marché est conclu à prix global et forfaitaire, définitifs et ferme, il est fixé à l'acte d'engagement.

➤ 8.2 – Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, aux déplacements, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

## **ARTICLE 9 - PENALITES**

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure et par décision expresse du pouvoir adjudicateur, le lendemain du jour où les délais contractuels d'exécution des prestations prévus au marché ou de remise des livrables sont expirés.

Conformément à l'article 14 du CCAG-FCS, cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1000$$

dans laquelle :

**P** = le montant de la pénalité ;

**V** = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de l'ensemble des prestations.

**R** = le nombre de jours de retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, les pénalités visées ci-dessus sont cumulables et plafonnées à 15 % du montant total servant de base au calcul des pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 500 € pour l'ensemble du marché.

## **ARTICLE 10 – MODALITES ET REGLEMENT DES COMPTES**

➤ 10-1 - Modalités d'établissement des factures

Les factures afférentes au paiement seront établies, outre les mentions légales, selon les indications suivantes :

- les nom et adresse du créancier ;
- le **numéro du compte bancaire ou postal** tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- la **référence du marché** correspondant à l'engagement juridique concerné n°2024-54 ;
- la désignation des prestations exécutées ;

- le prix unitaire HT des prestations facturées ;
- le montant total HT des prestations facturées ;
- la date de facturation ;
- le numéro de la facture.

Le paiement se fait à la validation de la certification du « service fait ». Le mode de paiement choisi est le mandat administratif.

Consécutivement à une mise en place progressive de la facturation électronique, la dématérialisation des factures est devenue obligatoire pour toutes les entreprises y compris pour les Très Petites Entreprises (T.P.E)<sup>2</sup> depuis le 1er janvier 2020.

**Les factures doivent donc être envoyées sous forme dématérialisée via l'application Chorus Pro, accessible à l'adresse :**

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les demandes de paiement / factures dématérialisées, adressées à l'Office Français de la Biodiversité (O.F.B), devront comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'O.F.B en tant que destinataire de la facture : **130 025 919 00015** ;
- le numéro du service gestionnaire qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture : STB
- le numéro d'engagement que vous trouverez sur le bon de commande. Il se présente selon le format suivant : format xxx/millésime/n° 7 caractères soit : EJ/ORD/2025/xxxxxxx.

Pour des informations complémentaires, vous pouvez également consulter le site Communauté Chorus Pro (<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>), dédié à la préparation à la facturation électronique.

#### ➤ 10-2 - Modalités de règlement

Les prestations seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Les sommes dues seront payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des factures et à l'issue de la réalisation de la prestation.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en, vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le retard de paiement donne lieu de plein droit et sans autre formalité au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40€.

#### ➤ 10-3 - Avance

Conformément aux articles R2191-4 à R2191-5 du CCP, une avance est accordée aux titulaires du marché, sauf renonciation expresse de leur part dans l'acte d'engagement.

L'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

Le remboursement de l'avance s'exécute selon les conditions fixées par l'article R2191-11 du CCP.

#### ➤ 10-4 - Acomptes

Des acomptes pourront être versés selon les modalités prévues aux articles aux articles L2191-4 et R2191-20 à R2191-22 du CCP. L'acte d'engagement détaille les acomptes.

Le versement de l'acompte est conditionné à une demande de paiement émise par le titulaire après production par celui-ci d'un compte rendu d'avancement validé par le chef de projet du PNM de Mayotte.

#### ➤ 10-5 - Cession ou nantissement des créances

Le marché pourra être nanti ou cédé dans les conditions fixées aux articles L.2191-8 et R.2191-45 à R.2191-63 du CCP. Le nantissement ou la cession sera notifié(e) au seul comptable assignataire.

Le Directeur des Finances est seul compétent pour fournir les renseignements attendus :

<sup>2</sup> Entreprise de moins de 10 salariés (< 10 salariés)

## **ARTICLE 11 – ASSURANCES**

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire :

- doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.
- doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du présent marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Ces dispositions valent également en cas de sous-traitance.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation et ce contrat, le cas échéant actualisé afin de permettre la prise en charge des risques encourus, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

## **ARTICLE 12 – CONFIDENTIALITE, PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES ET MESURES DE SECURITE**

Les dispositions de l'article 5 du CCAG-FCS sont pleinement applicables.

## **ARTICLE 13 – PIECES A FOURNIR PAR LE TITULAIRE DU MARCHE**

Le titulaire devra produire tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à son terme :

- 1) le cas échéant, les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail ;
- 2) une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de six (6) mois ;
- 3) la liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du Code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

## **ARTICLE 14 – RESILIATION**

Seules les dispositions du chapitre 7 (articles 38 à 45) du CCAG-FCS, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou de refus de produire les pièces prévues, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

## **ARTICLE 15 - DROIT ET LANGUE**

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

## **ARTICLE 16 - DIFFERENDS**

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Conformément au chapitre 8 (article 46) du CCAG-FCS, les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable soit de leur propre initiative, soit en faisant appel au Comité consultatif national de règlement amiable des différends (CCNRA) relatifs aux marchés passés par les établissements publics de l'Etat (**articles R. 2197-1 à R. 2197-12 et D. 2197-13 à D. 2197-22 du CCP**)<sup>3</sup> :

Direction des Affaires Juridiques  
Sous-direction de la commande publique  
Bureau du conseil aux acheteurs  
Bâtiment Condorcet - 6 rue Louise WEISS  
Télédoc 353 - 75703 PARIS Cedex 13  
Téléphone : 01.44.97.03.20  
Courriel : [ccnra@finances.gouv.fr](mailto:ccnra@finances.gouv.fr)

Ce dernier peut être saisi de tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou des prestations objet du marché.

Conformément aux articles R.2197-23 et R.2197-24 du CCP, en cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, le recours au Médiateur des entreprises dont l'intervention est possible et gratuite :

<http://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

En cas d'échec de la tentative amiable, les parties pourront recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 et suivants du Code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tous recours ultérieur pour le même objet.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

A défaut, le tribunal administratif de Melun est seul compétent.

Tribunal Administratif de Melun  
43, rue du Général de Gaulle  
Case postale n° 8630  
77008 Melun Cedex  
Téléphone : 01 60 56 66 30  
Courriel : [greffe.ta-melun@juradm.fr](mailto:greffe.ta-melun@juradm.fr)  
Site internet : <http://melun.tribunal-administratif.fr/>

## **ARTICLE 17 - DEROGATIONS AU CCAG – FCS**

Les dérogations sont les suivantes :

Articles du CCAP	Articles du CCAG-FCS
9 – Pénalité	14.1.2 et 14.1.3

\* \* \*

<sup>3</sup> La saisine du Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends relatifs aux marchés publics, ainsi que son instruction, est gratuite.